

Les Européens se hâtent de réformer la zone euro avec lenteur

■ Dans l'attente d'une initiative franco-allemande, les progrès sont mesurés. Le temps presse : il faut trouver un accord d'ici juin.

La relance du processus de renforcement et l'approfondissement de la zone euro figure parmi les chantiers prioritaires à mener d'ici les élections européennes de 2019. Mais du livre blanc (de la Commission) et des discours ambitieux (du président français Macron) sur le sujet aux actes, il y a plus qu'un pas.

Certes, à présent que son gouvernement est en cours de formation, la chancelière allemande Angela Merkel peut se saisir pleinement du dossier. Elle a annoncé, lundi, qu'elle se rendrait prochainement à Paris pour travailler avec Emmanuel Macron à une position franco-allemande sur la réforme de la zone euro. *"Nous n'arriverons certainement pas à détailler chaque facette des 20 prochaines années de la zone euro, mais nous allons pouvoir apporter de la clarté sur ce qu'on considère comme la prochaine étape"*, a précisé M^{me} Merkel. Reste que Berlin et Paris cherchent encore la bonne longueur d'ondes – notamment sur un éventuel budget de la zone euro – et qu'il n'est pas certain qu'ils y parviendront avant le sommet de la zone euro du 23 mars prochain. *"Un accord franco-allemand est quand même nécessaire pour faire avancer les choses, s'impatiente un diplomate européen. Mais s'il s'oppose trop à la position des Huit, ça va créer un problème."*

Les "Huit", c'est ce groupe d'Etats membres du Nord (l'Irlande, les Baltes, la Finlande, auxquels se sont joints le Danemark et la Suède, non membres de la zone euro), emmené par les Pays-Bas, qui a déjà présenté sa vision des choses, la semaine dernière. Plutôt que de tirer des plans sur la comète, il faut d'abord s'assurer que les règles budgétaires soient scrupuleusement respectées et les réformes structurelles menées, plaident ces pays.

Le sommet de juin sera "décisif"

La création d'un Fonds monétaire européen figurait parmi les sujets discutés ce lundi à Bruxelles par les ministres des Finances de la zone euro, réunis à Bruxelles. Les Huit entendent qu'il puisse mener des analyses indépendantes de la situation économique des pays. *"C'est une tâche qui est dévolue à la Commission"*, corrige le diplomate européen. Point de vue que partage le président de l'Eurogroupe, Mario Centeno. *"Il faut éviter tout doublon"*, a commenté le Portugais, à l'issue de la réunion de l'Eurogroupe.

Sur l'achèvement de l'union bancaire, le travail progresse également à petits pas. Dans le domaine de la réduction des risques, pays du Nord et du Sud entretiennent un dialogue de sourds, les seconds estimant que les exigences des premiers concernant les fonds propres et la capacité de recapitalisation sont de nature à plomber leurs banques. Le dossier du Fonds de résolution unique, filet de secours en cas de défaillance bancaire, n'est guère plus avancé. *"Pour arriver à quelque chose avant le sommet du 23 mars, il reste beaucoup de choses à faire"*, commente une source proche des discussions. *"Ce sommet devra donner un mandat à l'Eurogroupe concernant la prochaine phase de discussions, ce qui nous amènera au sommet de mois de juin, qui sera décisif"*, a précisé le commissaire aux Affaires économiques, Pierre Moscovici. A cette date, les leaders européens devront arrêter une feuille de route claire des étapes à suivre. *"Il y a une fenêtre d'opportunité qui s'ouvre pour approfondir l'Union économique et monétaire, mais elle ne restera pas éternellement"*, a averti le Français.

OleB

Feu vert pour la Grèce

Les ministres des Finances de la zone euro ont pris note, ce

lundi, du feu vert donné le 2 mars dernier, par le groupe de travail de l'Eurogroupe, pour le versement

d'une nouvelle tranche de 5,7 milliards d'euros du troisième plan d'aide (de 86 milliards) à la Grèce. Athènes a pris les dernières mesures attendues par ses créanciers. Le board du Mécanisme européen de stabilité approuvera le déboursement, une fois celui-ci validé par les Parlements nationaux appelés à se prononcer. La quatrième revue du programme d'ajustement est déjà en cours. L'objectif est d'arriver à un accord fin mai, pour avoir une décision finale le 21 juin. Le troisième programme d'aide arrive à échéance d'ici août. La Grèce poursuit son retour progressif sur les marchés. Elle émettra ce mercredi, des bons du trésor à 12 mois pour un montant de 625 millions d'euros. Athènes, et le Fonds monétaire international, brûlent d'entrer dans le vif du sujet de l'allègement de la dette (sous forme d'allongement des prêts). Il est lié au débat sur un mécanisme de surveillance post-programme : les créanciers voudraient s'assurer que la Grèce ne reviendra pas sur certaines mesures, une fois sortie du plan d'aide. **OleB**